

VITRINE

Le magazine de l'Agence de presse sénégalaise

APS

N° 09 - Avril 2025 Prix : 1.000 FCFA



Les FDS au service de l'ÉCOLE

L'ARMÉE-NATION EN MARCHÉ



L'APS LANCE SA TÉLÉ DIGITALE

RETROUVEZ PROCHAINEMENT
DEUX NOUVELLES ÉMISSIONS SUR APS TV

« LE CONSEIL EN DEBAT »

émission consacrée aux décisions et orientations du Conseil des Ministres **avec Momar DIONGUE** et ses Invités

« SERVICE PUBLIC »

l'émission qui met en lumière l'action des Sociétés Publiques et Privées en faveur des populations.
Animée par **Mansour SOW** et **Aïda Mamadou DIOP**

Suivez le
Résumé de l'Actualité
Tous les jours sur toutes nos plateformes...



Les FDS et nous...

Comme chaque année, depuis 65 ans, nous célébrons en ce 4 Avril 2025 notre indépendance. Par la même occasion, nous célébrons aussi ceux qui nous permettent de la garder jalousement, nos Forces de défense et de sécurité ; ainsi que ceux qui incarnent l'avenir du pays, la jeunesse.

A cet égard, ce 4 Avril 2025 revêt un cachet particulier puisque c'est aussi l'occasion de magnifier notre formidable modèle de lycée Armée-Nation, fruit d'un partenariat fécond entre le ministère de l'Education nationale et celui des Forces Armées. C'est la preuve que nos forces de défense et de sécurité ne font pas que défendre l'intégrité du territoire et veiller sur nous autres les civils.

Elles nous protègent ? Sûrement ! Elles sécurisent nos frontières ? Sans doute ! Mais on aurait tort de réduire leur vaste champ d'intervention à ces activités uniquement.

Nos FDS nous soignent et font preuve de courage, d'abnégation et d'ingéniosité à chaque fois que de besoin.

Aussi, n'ont-elles pas hésité à se porter en première ligne pendant que nous étions tous confinés pour cause de Covid 19. Engagés dans ce combat, ô combien risqué, contre la propagation du coronavirus, plusieurs de leurs éléments y ont hélas laissé leur vie, juste pour préserver la nôtre. Autre fait d'arme à l'actif de nos vaillants Jambars : une quatrième transplantation rénale réussie avec brio par les équipes de l'hôpital militaire de Ouakam, le 27 juillet 2024. Une prouesse médicale qui est venue soulager les patients bénéficiaires, ainsi que les milliers d'autres malades du rein, conscients que leur sort peut désormais être amélioré par l'expertise sénégalaise.

Notons aussi que pas plus tard que le 19 mars dernier, le ministre de la Santé et de l'Action sociale et son collègue des Forces Armées officialisaient la mise à disposition d'un hôpital militaire de campagne de niveau 2, encore au profit des populations.



«Avec notre modèle Armée-Nation, on croirait presque que FDS se décline en Forces de Développement et de Souveraineté !»

Sur un tout autre registre, les FDS ont marqué de leur empreinte la dernière campagne de distribution de semences. Et leur présence a été d'autant plus remarquable qu'elle aura permis de sécuriser les processus de distribution et de prévenir les actes de vol, de fraude ou d'exploitation dont les vrais destinataires étaient souvent victimes.

Saluons également leur participation active à chacune des 9 éditions de l'opération « Setal Sunu Ree » initiée par le chef de l'Etat.

A présent, c'est au tour de l'Ecole sénégalaise de bénéficier des bons et loyaux services de nos hommes de tenue à travers le nouveau modèle de lycées nation-armée.

« Pour l'érection des lycées nation-armée pour l'équité

et la qualité (LYNAQE), témoigne le ministre de l'Education nationale, Moustapha Guirassy, il fallait nous faire accompagner par l'armée. L'armée qu'on connaît très sobre, l'armée qu'on connaît dans l'excellence, dans la perfection, mais aussi dans la loyauté, la fidélité et la rigueur. Et pour toutes ces valeurs qu'elle incarne, l'Armée est un modèle inspirant pour notre Ecole ».

Naturellement, cet hommage est amplement mérité pour ces FDS dont l'engagement au service de la Nation est si exemplaire que le Président Bassirou Diomaye Faye n'a pas hésité à enfile fièrement le treillis militaire pour se rendre au chevet des populations de Bakel, victimes de la montée des crues du fleuve. Pour le symbole, il ne peut y avoir meilleure image pour magnifier l'action permanente de nos Jambars en faveur des populations. Enfin, pour tout dire, avec notre modèle Armée-Nation, on croirait presque que FDS se décline en Forces de Développement et de Souveraineté. Chapeau ! ●



Sommaire

VOIR L'ALBUM PAGES 16-17

L'EDITO DE MOMAR DIONGUE

Les FDS et nous...

P3

En Couverture

LYCEES NATION-ARMÉE

Un creuset pour citoyens modèles

P5

L'Actu

SOUVERAINETE INDUSTRIELLE DES FDS

Gage d'un concept Armée-Nation pour le développement

P8

L'Invité

MOUSTAPHA GUIRASSY

MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE

P11

Zoom Sur...

CLASSES PRÉPARATOIRES DE THIÈS

Des débuts très prometteurs

P20

Le Dossier

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Un levier pour l'accès universel à l'éducation

P22

Parole d'Expert

MAMADOU NDOYE

ANCIEN MINISTRE DE L'EDUCATION DE BASE

P25

Société nationale Agence de presse
sénégalaise

Adresse

Maison de la Presse
Rue 5 x Corniche Ouest - Médina (Dakar)

Directeur Général

Momar DIONG

Directeur de l'Information et des Contenus

Amadou Samba GAYE

Coordonnateur

Boubacar KANTÉ

Chef Département Actualités

Ousmane Ibrahima DIA

Comité de Rédaction

Mansoura FALL-Alioune DIOUF
Mame Fatou DIOUF-Mandiaye THIOBANE
Amath KANE-Hawa BOUSSO

Photographes

Dieylany SEYDI
Pape Demba GUEYE

Montage-Infographie

Alwaly GUEYE
Ansou DIAOUNÉ

Directrice Commerciale et Marketing

Yaye Fatou NDIAYE

Impression

Imprimerie Du Centre

LYCEES ARMEE-NATION

UN CREUSET POUR CITOYENS MODÈLES

Fruit du partenariat entre le ministère de l'Éducation nationale et celui de Forces armées, les LYNAQUE ont vu le jour en novembre 2024. Un nouveau modèle de lycées qui vient parachever le concept armée-nation avec l'ambition de former des citoyens modèles



Photo Dreyiani

Les LYNAQUE, lycées nation-armée pour la qualité et l'équité, ont été mis en place dans l'optique de former de nouveaux types de citoyens adossés à un socle de valeurs endogènes.

« Nous sommes dans un environnement marqué par une crise des valeurs. Et les nouvelles autorités veulent construire un nouveau type de Sénégalais adossé à ses valeurs spirituelles, traditionnelles et profondément patriotiques », souligne le colonel Cherif El Walid Mbodj, haut fonctionnaire de défense au ministère de l'Éducation nationale.

« Le citoyen de demain devra être prêt à affronter un environnement géopolitique de plus en plus complexe », fait valoir le colonel Mbodj, en charge du pilotage de ce projet, de concert avec le colonel Kisma Sow, chef de cabinet civil du ministre des Forces armées.

Les LYNAQUE sont des lycées dont les premiers modèles ont été construits dans les régions de Kaffrine (centre) et Sédhiou (sud) qui ont accueilli la première cohorte d'élèves cette année.

Ces établissements dits d'excellence ont la particularité

de combiner une formation générale scientifique et une formation civique et citoyenne.

« C'est une formation en enseignement général axé sur les sciences, alliée à une formation civique et citoyenne mais avec un encadrement militaire », précise le colonel Kisma Sow.

« On a essayé de dupliquer un peu le modèle du Prytanée militaire de Saint-Louis, qui est une école avec 85% d'enseignement général et 10% de formation militaire. C'est ce modèle que nous avons essayé de copier, mais avec 85% d'enseignement scientifique et 10% d'enseignement civique et citoyen », ajoute-t-il.

Cette particularité explique la collaboration entre le ministère de l'Éducation nationale et celui de Forces armées pour la mise en œuvre de ce projet conçu sur la base d'un partenariat entre ces deux départements, en vue d'asseoir des valeurs citoyennes et civiques.

Le ministère des Forces armées a mis un personnel militaire d'encadrement à la disposition de celui de l'Éducation nationale qui s'est chargé du personnel pédagogique.

La primauté aux filières scientifiques

Le concept des LYNAQUE met l'accent sur la qualité et l'équité. « Ce sont des lycées où l'ensemble des départements du pays sont représentés, avec 50% de filles et 50% de garçons. Déjà, il y a cette dimension équité et égalité des chances entre les filles et les garçons », note le colonel Sow.

Les LYNAQUE ont accueilli, pour cette année scolaire en cours, deux classes de 6ème, deux de 5ème et quatre classes de Seconde scientifiques.

Les candidats des 6ème et 5ème ont été choisis, dans leur département, par les inspections de l'éducation et de la formation (IEF), sur la base des résultats des examens du Certificat de fin d'études élémentaires (CFEE).

« C'est à la suite de cela qu'un concours national a été organisé ; par contre, sur le nombre de candidats postulants, Sédhiou et Kaffrine ont un léger pourcentage de plus par rapport aux autres régions », selon le chef de cabinet civil du ministre des Forces armées.

L'orientation purement scientifique donnée aux LYNAQUE s'explique par le choix des autorités de donner un nouvel élan à cette filière.

« On n'écarte pas les littéraires. Mais c'est parce que les sciences sont en déficit, je pense que seulement 15 à 20% des bacheliers sont des scientifiques. Donc, le taux de réussite au bac pour les scientifiques est jusque-là très minime », signale le colonel Mbodj.

« C'est dans la perspective d'un développement durable que les autorités politiques veulent mettre un effort particulier sur les sciences et la technique pour développer ce pays », ajoute-t-il.

Les apprenants sont placés en immersion, dans un environnement bien encadré, avec comme priorité la réussite, qui légitimise cet investissement sur le capital humain.

« Le capital humain est important, et comme on le dit, les militaires peuvent ne pas être des exemples, mais ils peuvent être exemplaires. Donc, la valeur ajoutée [de ce projet], c'est l'encadrement militaire », souligne le colonel Kisma Sow.

Les deux responsables assurent que les enfants accueillis cette année se plaisent dans cet environnement particulier.

« Le volet militaire les enchante beaucoup, et ils demandent même plus. Je suis agréablement surpris de voir comment ils ont évolué en quelques mois sur le plan comportemental, sur celui du civisme et de l'éducation environnementale », confie le colonel Mbodj.

8 à 9 milliards pour un LYNAQUE

Le colonel Kisma Sow, interrogé sur les perspectives de ce modèle, déclare qu'il existe un projet visant à dupliquer les LYNAQUE.

« Aujourd'hui, on est dans une phase d'expérimentation des LYNAQUE mais vraiment, c'est dans trois ans,



Photo PDG

lorsque nous ferons nos premiers examens du BFEM et du Baccalauréat, que nous pourrions faire une évaluation à mi-parcours du modèle », indique-t-il.

Il n'exclut cependant pas l'idée de LYNAQUE orientés vers des filières autres que scientifiques, mais il faut selon lui tout étudier pour prendre les orientations les plus indiquées.

« L'ambition des autorités, c'est de faire un LYNAQUE dans chaque département. Maintenant, est-ce qu'elle est réalisable ? Parce que ces LYNAQUE coûtent chers. Un LYNAQUE coûte environ 8 à 9 milliards. Donc nous sommes en train de réfléchir pour faire des propositions concrètes aux autorités », renseigne le colonel Mbodj.

« Finalement, l'ambition est d'avoir à la limite un LYNAQUE par pôle dans la perspective des pôles-territoires. Et l'évaluation se fera sur deux plans : d'abord sur le niveau de la formation scientifique pour savoir si on a eu d'excellents élèves [...] ». Ensuite, « sur le plan de la formation citoyenne, pour voir si on a construit un bon citoyen », a ajouté le haut fonctionnaire de défense au ministère de l'Éducation nationale.

Il juge que sur ce projet, les ministères des Forces armées et de l'Éducation nationale entretiennent un partenariat « fécond parce que les forces armées nous amènent la rigueur, la discipline, la soumission, le respect de l'autorité, le respect et le culte des valeurs. Et avec cela, nous ambitionnons d'avoir ce citoyen modèle ».

L'encadrement est assuré par des enseignants sélectionnés suite à des appels à candidature.

« La présélection pour les enseignants a été très dure et rigoureuse. Il y a eu un appel à candidatures suivi d'une présélection et d'entretiens des candidats avec un jury. Mais le plus dur a été de convaincre ces professionnels de quitter leur terroir pour s'installer à Kaffrine ou à Sédhiou », témoigne le colonel Mbodj.

Et son collègue de faire appel, sur ce dernier point, au sens du devoir citoyen. « Il faut insister sur l'amour de la patrie, sur le sacrifice de quelques années de sa vie pour la communauté, pour son pays », plaide le colonel Kisma Sow.

Celui qui fut à la tête du Service civique national pendant deux années est catégorique à ce sujet : il faut cultiver davantage le sens du volontariat

Mame Fatou Diouf

Sénégal
2050

04
Avril

50 ans

BONNE FÊTE DE L'INDÉPENDANCE



En cette fête de l'Indépendance 2025, placée sous le signe de la souveraineté technologique et industrielle, l'ANA réaffirme son engagement à faire de l'aquaculture un vecteur stratégique du développement économique, de l'autosuffisance alimentaire et de l'innovation technologique.



SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET TECHNOLOGIQUE DES FDS GAGE D'UN CONCEPT ARMÉE-NATION POUR LE DÉVELOPPEMENT

L'ambition d'une souveraineté industrielle et technologique en matière de défense entre en droite ligne avec les orientations des nouvelles autorités, attachées au souverainisme et au panafricanisme. Elle est aussi la voie obligée pour une armée au service de la nation



Capitaine de vaisseau Ibrahima Sow Directeur de l'information et des relations publiques des armées (DIRPA)

« Vers la souveraineté industrielle et technologique des Forces de défense et de sécurité ». Tel est le thème de l'édition 2025 de la fête de l'indépendance.

Il souligne l'importance, pour le pays, de maîtriser ses capacités industrielles et technologiques en matière de défense et de sécurité, dans l'optique de garantir sa souveraineté et son développement durable.

Dans un monde marqué par des tensions géopolitiques, des défis de sécurité complexes et une concurrence féroce pour l'innovation technologique, il est impératif de rompre avec la dépendance à l'égard des puissances étrangères en matière d'équipements militaires et de technologies de sécurité.

Pour un pays comme le Sénégal, attaché à la stabilité régionale et confronté à de multiples menaces (terrorisme, trafics illicites, cybermenaces), la

souveraineté industrielle et technologique est d'une nécessité absolue.

« Aujourd'hui, nous ne sommes plus dans des situations où les armées se font la guerre, mais nous avons de nouvelles menaces, comme ce fut le cas avec la COVID-19. Ce sont des menaces nouvelles qui interpellent les forces de défense et de sécurité, qui étaient jadis dans des missions conventionnelles de guerre. Ce sont des menaces nouvelles qui exigent de nouvelles formes de lutte », analyse le Capitaine de vaisseau Ibrahima Sow, Directeur de l'information et des relations publiques des Armées.

Il évoque, à l'appui de cette analyse, les compétitions entre les grandes puissances, sources de contraintes de plus en plus difficiles à surmonter pour les États comme le Sénégal, désireux d'accéder à certains équipements et technologies.

Garantir une plus grande autonomie opérationnelle

« Cela réduit notre liberté en termes d'acquisition d'équipements. Et quand vous acquérez, par exemple, un bateau, un avion ou un char de combat d'un État X, et que toute la maintenance de cet outil de défense dépend de cet Etat, vous avez une certaine fragilité. Donc, vous avez un délai de disponibilité qui n'est pas conforme à l'exigence de la réponse militaire. Toutes ces raisons font qu'on s'inscrit dans une dynamique qui nous permet d'avoir plus de liberté de manœuvre dans l'acquisition de nos équipements et dans leur maintenance, essentiellement », relève cet officier de la Marine nationale.

Toutefois, il prévient que l'accès à la souveraineté en matière de défense et de sécurité n'est pas donné et nécessite un long processus. Même si pour certains équipements de base, les armées sénégalaises peuvent se prévaloir d'une certaine autonomie.

Il y a par ailleurs la nécessité d'une certaine synergie et de cohérence entre la politique industrielle en général et celle relative à l'industrie de la défense. « Il y a un besoin de créer un cadre national qui puisse fédérer toutes les politiques publiques. Sur ce point, il y a le ministère des Forces armées qui a été désigné un peu comme le lead pour le pilotage de ce projet d'industrie de défense nationale », signale l'officier.

Le directeur de l'information et des relations publiques des armées rappelle aussi que la souveraineté industrielle dans le secteur de la défense signifie la capacité de concevoir, produire et entretenir localement et de manière autonome des équipements militaires et de sécurité. Cela nécessite le développement d'une base industrielle nationale forte, capable de répondre aux besoins spécifiques des forces de défense et de sécurité du Sénégal. En réduisant sa dépendance aux importations, le Sénégal peut non seulement garantir une plus grande autonomie opérationnelle, mais aussi réaliser des économies significatives à long terme.

Le gouvernement sénégalais a déjà initié des projets ambitieux dans ce sens, en termes de modernisation des infrastructures de défense et de promotion de partenariats public-privé par exemple, pour stimuler l'innovation locale. Des initiatives telles que la création de zones industrielles spécialisées dans les technologies de défense et la formation de compétences locales dans les métiers de l'ingénierie et de la maintenance, contribuent à renforcer cette dynamique.

Le Capitaine de vaisseau Sow insiste par ailleurs sur la relation duale entre l'industrie et la défense. Autrement dit, la capacité de fabriquer des équipements militaires peut

également procurer de nombreux avantages dans le civil.

« Lorsque, par exemple, vous mettez en place une usine qui construit des chars, ou bien qui peut monter des véhicules militaires, cette usine-là a aussi la possibilité de monter ou de fabriquer aussi des tracteurs », sans compter le nombre d'emplois qui en découlent, contribuant ainsi au développement économique et social du pays.

C'est dire que le développement d'une industrie de défense peut contribuer à créer des emplois qualifiés, à stimuler l'innovation, tout en facilitant le transfert de technologies. Il promeut également la diversification de l'économie sénégalaise en intégrant les objectifs de sécurité nationale aux objectifs de développement économique.

Vers un partenariat civilo-militaire plus fécond

La Capitaine de vaisseau va plus loin, soulignant que l'industrie de défense va porter le concept armée-nation à une plus grande dimension, à travers le renforcement du partenariat civilo-militaire dans les secteurs de l'éducation, de la santé mais aussi des infrastructures.

« L'industrie de la défense vient porter à une dimension encore plus élevée le concept armée-nation en contribuant davantage au développement économique et social du pays à travers la création d'emplois, l'accélération ou la promotion de la réflexion sur l'innovation technologique et industrielle. Et tout cela contribue au développement social et économique », explique-t-il.

La souveraineté technologique, en ce qui la concerne, suppose la maîtrise de technologies clés, notamment dans les domaines de la cybersécurité, des communications et de l'intelligence artificielle.

Ces technologies jouent un rôle de plus en plus important dans les opérations de défense et de sécurité,



Les blindés de l'armée sénégalaise lors de leur installation à la frontière - Spécial Défense

offrant ainsi des avantages tactiques et stratégiques significatifs.

Le Sénégal, conscient de cela, investit dans la recherche et le développement pour stimuler l'innovation technologique. La collaboration avec les universités, les centres de recherche et les entreprises locales est encouragée pour développer des solutions adaptées aux réalités locales.

En célébrant l'indépendance du Sénégal sous le signe de la souveraineté industrielle et technologique, le pays affirme sa volonté de maîtriser son destin dans ce domaine.

Cette volonté et cette ambition trouvent un début de concrétisation dans la mise en place déjà d'un comité de pilotage sur l'industrie de la défense et l'instauration, par le chef de l'État, d'un Grand prix spécial sur l'innovation technologique et industrielle à vocation militaire et paramilitaire, dont les termes de référence sont déjà publiés.

Le processus qui va aboutir à la sélection des candidats pour ce prix instauré lors de la dernière Journée des Forces armées devrait arriver à terme en juillet prochain, selon le Capitaine de vaisseau Sow.

Il considère que toutes ces actions posent les jalons d'une souveraineté nationale en matière de sécurité et de défense. Il en résulte que la quête de souveraineté industrielle et technologique des forces de défense et de sécurité a dépassé le stade de simple slogan, pour incarner une vision stratégique pour l'avenir du pays.

En misant sur le renforcement de ses capacités industrielles et technologiques, le Sénégal renforce non seulement sa sécurité nationale, mais favorise également son indépendance économique et étend son influence régionale. Cette stratégie reflète un esprit de résilience et d'innovation et trace une voie inspirante pour les générations futures.

Mansoura Fall



Les élèves du collège Notre Dame en répétition sous l'encadrement de l'armée

MOUSTAPHA GUIRASSY, MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

« L'Armée est un modèle inspirant pour notre Ecole »



Photo Dieylani

Les nouvelles autorités ont annoncé une série de réformes pour moderniser et renforcer le système éducatif. Certaines s'inscrivent dans le long terme, mais dans l'absolu, elles visent toutes à améliorer l'accès à l'éducation et à garantir une meilleure qualité de l'enseignement. Le ministre de l'Éducation nationale, Moustapha Guirassy, évoque ces différents chantiers dans ce grand entretien qu'il nous a accordé.

Entretien réalisé par Mansoura Fall

Vous évoquez régulièrement la nécessité de passer du système éducatif actuel à une société éducative. Que faut-il comprendre par-là ?

En parlant de société éducative, on fait référence à la question de l'inclusion. Il s'agit d'inclure tout le monde, le maximum d'acteurs en mesure d'accompagner l'effort d'éducation, comme cela se faisait en Afrique traditionnelle où tout le monde prenait part à l'éducation des enfants. Cela faisait de nous des citoyens modèles, qui avaient leur dignité et disposaient d'un système de valeurs extrêmement important. Aujourd'hui, on se rend compte que l'école de Jules Ferry, telle que pensée par le colonisateur, a exclu plusieurs acteurs de la légitimité à participer à l'effort d'éducation. Heureusement pour le Sénégal, nous sommes en train de remédier à cela. On sait que les daaras, par exemple, ont une empreinte dans presque chaque région, chaque département, chaque famille. Et donc exclure ces familles d'acteurs, c'est tout simplement passer à côté d'un système éducatif efficient.

La réforme curriculaire envisagée va transformer le visage de l'École

Nous sommes en train de recoller les morceaux, de ramener ces familles d'acteurs, d'introduire des activités agricoles dans l'espace scolaire, l'activité sportive également. Le numérique aussi, de même que le spirituel et l'environnement doivent trouver leur place dans l'espace scolaire.

Il nous faut réconcilier et repenser l'école. Et cette réforme curriculaire qui est envisagée va complètement transformer le visage de l'école. C'est l'un des plus gros chantiers que le ministère de l'Éducation nationale va engager très prochainement, dans une logique d'inclusion, avec une participation citoyenne extrêmement forte.

Comment la "transformation systémique" tant prônée est-elle appelée à se traduire dans le domaine de l'éducation et de la formation ?

Il faut une société éducative pour une transformation systémique. Mais avant la société éducative, il faut une société apprenante. Nous devons apprendre, réapprendre, nous réconcilier, nous reconnecter, apprécier plus positivement certains points de l'histoire qu'on négligeait, avoir d'autres rapports à nos leaders spirituels qui font la singularité du pays.

La nation sénégalaise n'est pas héritée du colonisateur, mais plutôt de ces grands leaders qui ont imprimé leur vision, leur philosophie, leur spiritualité à notre pays.

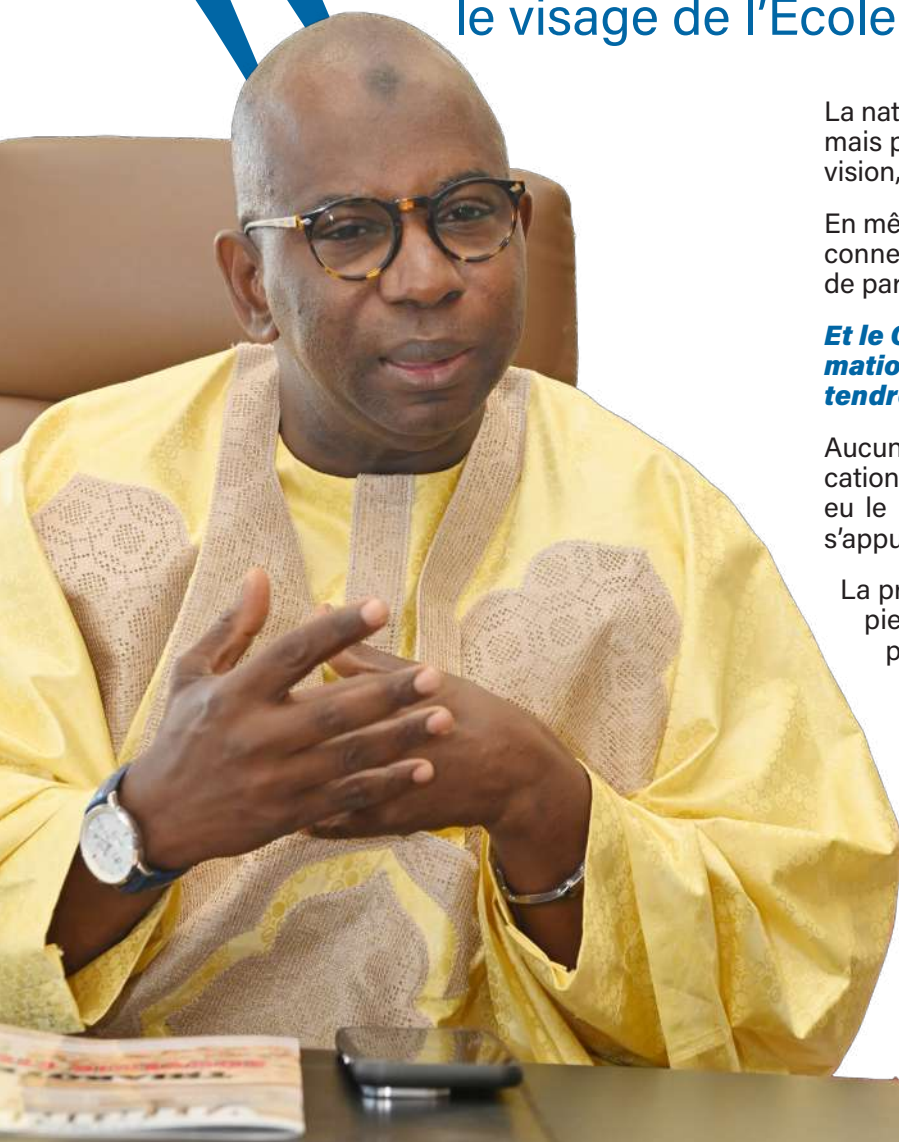
En même temps, il s'agit aussi de permettre aux jeunes connectés à l'intelligence artificielle et au numérique de participer à cet effort.

Et le Conseil supérieur de l'éducation et de la formation que vous envisagez ? Que peut-on en attendre ?

Aucun pays ne s'est développé sans le socle de l'éducation. Les pays émergents, avec lesquels nous avons eu le même départ, nous ont finalement dépassé en s'appuyant sur l'éducation.

La prise de conscience est très nette avec la mise sur pied de ce Conseil supérieur de l'éducation. Il faut penser au Conseil supérieur de la magistrature puisqu'il s'agira d'une instance au-dessus de tout et située à un niveau extrêmement élevé en termes de gouvernance.

Il sera transversal pour coller davantage à cette notion de société éducative en vue d'impliquer des acteurs de très haut niveau et portant des enjeux extrêmement importants pour la société. Le Conseil supérieur de l'éducation nationale sera aussi très regardant sur ce que deviendra le citoyen. Sa création débouchera aussi sur des inspecteurs revalorisés





L'École est le lieu où il faut transmettre nos valeurs

par leur statut, une profession enseignante revalorisée, des orientations plus claires.

Ce Conseil supérieur est en gestation, de même que la réforme qui la sous-tend pour mettre l'accent sur une bonne gouvernance du système, suivant les onze axes stratégiques de la nouvelle vision du ministère de l'Éducation nationale.

Vous prévoyez aussi de doter chaque département d'un lycée nation-armée pour l'équité et la qualité (Lynaque), dont Kaffrine et Sédhiou accueillent les deux premiers prototypes.

Les ambitions affichées par les autorités sont contenues dans le référentiel 2050. Pour mieux assumer notre mission relativement à la formation et à la fabrication de ce citoyen pour 2050, il faut de l'excellence. L'excellence d'un point de vue du contenu des enseignements, d'un point de vue curriculaire, mais aussi comportemental. Car, il faut être plus résilient, plus humble, plus sobre, plus honnête, plus loyal.

Si les Sénégalais ont réussi, en 2024, une alternance que je qualifie de révolutionnaire, c'est parce que la demande sociale se situe à ce niveau-là, pas au niveau des routes, des infrastructures, des bâtiments. C'est sur la question de l'éthique et de la morale que pointe la demande sociale. Pour l'érection des LYNAQE, il fallait donc nous faire accompagner par une famille d'acteurs, en l'occurrence l'armée. L'armée qu'on connaît très sobre, l'armée qu'on connaît dans l'excellence, dans la

perfection, mais aussi dans la loyauté, dans la fidélité, la rigueur. Et pour toutes ces valeurs qu'elle incarne, l'Armée est un modèle inspirant pour notre École.

Donc avec cette famille d'acteurs prompte à accompagner l'éducation de nos enfants dans une logique d'armée-nation, il fallait absolument aller vers ce partenariat entre les ministères de l'Éducation nationale et des Forces armées. Ce qui nous a conduit dans le sens des LYNAQE pour aller plus loin dans l'excellence.

Il a fallu aussi territorialiser cette excellence et donc si chaque département dispose de son LYNAQE, on aura plus d'excellence.

Je précise cependant que les LYNAQE ne sont pas exclusivement destinés aux enfants d'un département puisqu'il y a une clé de répartition. A titre d'exemple, le LYNAQE de Kaffrine peut recevoir des enfants de Kédougou. Il y a des proportions pour que les enfants grandissent et évoluent ensemble avec cette diversité que nous avons.

Que pouvez-vous nous dire de la Nouvelle initiative pour la transformation humaniste de l'éducation (Nithé) pour la promotion des valeurs et de la citoyenneté ?

Lorsque vous prononcez le sigle déjà, cela donne "nithé", qui signifie en wolof « humanisme ». C'est

l'un des 11 axes de travail du ministère de l'Éducation nationale. C'est une initiative de transformation humaniste, qui met l'accent sur les valeurs. On ne fera rien de grand sans "nithé" [humanisme], et le pays a besoin de patriotes et de citoyens qui respectent certaines valeurs, liées à l'environnement, au respect de l'homme, de l'humain. Ce sont des valeurs qu'il faut inculquer à l'enfant très tôt pour qu'il grandisse avec.

C'est le « nithé » qui assurera cela aux élèves. Nous sommes en train de l'opérationnaliser dans les différentes académies et inspections de l'éducation et de la formation, et au-delà, dans les différentes écoles sous forme de programmes. Le "set-setal" [activité de nettoyage], par exemple, c'est-à-dire le fait d'être dans un environnement propre, propice et beau, est un des volets de "nithé". Je pense que petit à petit, il faut amener nos enfants à s'investir par eux-mêmes pour leur école et dans leur école.

"Nithé", c'est aussi d'autres valeurs. Il faudrait former les enfants, petit à petit, à travers leurs clubs à l'école, pour qu'ils prennent en charge eux-mêmes la réparation des tables bancs, la verdure et l'environnement dans leur école par exemple. À terme, nous aurons une masse critique de citoyens avec les valeurs que nous recherchons.

Qu'en est-il de l'introduction des langues nationales et de l'anglais dès le primaire ? En avez-vous fait une évaluation en termes de besoin en ressources ?

Le changement revient toujours à abandonner un système pour faire de nouvelles choses. Pour l'introduction de l'anglais dès le primaire, par exemple, il faut former et recruter. La formation coûte cher, mais en vaut la peine. C'est sacrifier nos enfants que de les maintenir dans un système aussi longtemps sans l'anglais.

Ceux qui ont les moyens envoient leurs enfants dans le privé. Ils sont en train d'apprendre l'anglais très tôt à la maternelle. Mais le rôle de l'État, c'est de mettre en avant un service public pour que n'importe quel citoyen puisse assurer à son enfant l'éducation qu'il faut, afin qu'il puisse réussir convenablement dans sa vie.

Concernant l'alphabétisation, il faut dire qu'on ne peut parler de souveraineté, de décolonisation de nos programmes sans assumer ce que nous sommes, à savoir nos langues. Parler sa langue, c'est bien ; mais on ne force pas l'enfant, dans un système scolaire ou universitaire, à uniquement parler sa langue. À terme, vous risquez de le rendre très peu compétitif parce qu'il y aura en face des manuels conçus en chinois et en anglais. Il sera dans des universités dans le monde, où

les cours ne se font qu'en anglais.

Donc, la question de la langue, c'est une question de quête de performance scolaire parce qu'il est prouvé, pédagogiquement et scientifiquement, que l'enfant qui apprend dans sa langue très tôt les mathématiques, la géographie ou l'histoire, devient plus performant.

Nous sommes dans une quête de performance scolaire et par rapport à cela, l'introduction des langues nationales et leur généralisation, sont un must. On ne peut plus négocier cela. C'est comme l'anglais, l'Intelligence artificielle ou encore le numérique. Donc, ce n'est pas une question de patriotisme, d'idéologie ; c'est tout simplement une question de nécessité.

En termes de recrutements, où en est-on avec la prise en charge des besoins, sachant que lors du conseil interministériel de rentrée, il a été avancé le chiffre de 4 500 enseignants et 800 formateurs ?

Pour les enseignants en anglais, nous avons déjà une première bonne pépinière de 659 qui ont été déjà formés. L'enseignement de l'anglais a débuté le 13 janvier 2025. Maintenant, il faut généraliser, aller beaucoup plus loin avec des recrutements importants. Pour ça, nous avons en stock les premiers enseignants qui avaient participé à la sélection, mais qui n'ont pas été



retenus pour la première pépinière. Je pense qu'on pourrait commencer par eux et renforcer, parce qu'on a besoin d'un nombre d'enseignants assez important.

Le déficit d'enseignants était important. Il était autour de 4 500. Nous attendons de savoir, pour cette année, jusqu'où nous pourrions aller en termes de recrutements. Nous espérons avoir l'autorisation pour recruter les 4 500. Mais nous pensons que l'essentiel, en termes de déficit, sera comblé cette année.

Au niveau de chaque inspection d'académie et au niveau central, on s'est organisé pour que le nombre de départs soit égal au nombre d'enseignants sortants de la FASTE (ex- Ecole normale supérieure).

La question de l'adaptation de la formation au marché de l'emploi revient toujours. Quelles solutions comptez-vous apporter à ce problème ?

L'option que nous avons prise est de former et d'orienter une bonne partie vers la formation technique et une autre partie vers l'enseignement supérieur. La question de l'emploi est une question centrale parce que, in fine, quand on éduque et forme, c'est pour que l'apprenant puisse plus tard obtenir un travail décent. Encore une fois, c'est l'importance

de la réforme curriculaire qui revient. Il faut repenser totalement nos curricula.

Je ne comprends pas pourquoi, moi qui ai enseigné l'entrepreneuriat, qu'on m'amène quelqu'un qui a obtenu sa licence ou son master et que je me rends compte que ce soit généralement trop tard pour parler d'entrepreneuriat. Mais quand la fibre entrepreneuriale est transmise à l'enfant très tôt, il devient un bon entrepreneur et développe des compétences assez intéressantes. Donc, pourquoi pas un peu plus d'entrepreneuriat au moment de la formation, en cycle élémentaire, moyen secondaire ; je pense que c'est possible.



**Sans l'Armée,
on n'aurait pas
réussi l'ouverture
des classes**

Le Premier ministre a évoqué, dans sa déclaration de politique générale, un vaste programme de résorption des abris provisoires. Pouvez-vous nous faire le point ?

Il y a certes un problème de planification, mais il faut savoir que la population du Sénégal augmente très vite et souvent certaines localités ne peuvent pas attendre la construction d'infrastructures scolaires. Elles font avec les moyens dont elles disposent pour avoir des abris provisoires en attendant. Bien sûr qu'on va vers la résorption, mais il sera difficile d'arriver à zéro abri provisoire dans la mesure où si on ne règle pas la question de la planification, corrélée à celle de la démographie, certains ne pourront pas attendre et iront vers la construction d'abris provisoires.

Mais avec la volonté affichée par le chef de l'État et le chef du gouvernement, dans une logique de collégialité surtout, nous allons vers des actions vigoureuses pour résorber ces gaps, dont un partenariat très fort avec l'armée. L'armée a un génie civil extraordinaire. L'armée est partout, et sans l'armée on n'aurait même pas pu réussir l'ouverture des classes cette année.

Heureusement que l'armée était là face aux inondations pour accompagner le ministère de l'Éducation nationale. Très prochainement, nous allons signer une convention avec les Forces armées pour justement la résorption de ces abris provisoires en mettant à contribution le génie civil militaire. Nous allons aussi solliciter naturellement les secteurs privés nationaux pour réaliser des infrastructures scolaires, dans le sens de résorber le nombre d'abris provisoires parce qu'il y a de l'ingénierie assez efficiente, bien pensée, bien conçue, avec les matériaux locaux pour des coûts assez acceptables.

Ce sera aussi une façon de relancer ce secteur-là et très prochainement, nous allons vers des concertations avec différents acteurs dans le domaine. ●





Le Président de la République, Bassirou Diomaye Faye, Chef suprême des Armées, recevant les honneurs militaires



Photo PDG



Le chef de l'Etat, revêtu symboliquement du treillis militaire, au chevet des victimes de la montée des crues du fleuve à Bakel



Le président de la République et son Premier ministre, Ousmane Sonko, lors de la cérémonie de remise de diplômes aux auditeurs de l'Ecole supérieure de guerre



Le chef de l'Etat saluant la hiérarchie militaire au grand complet

L'ÉCOLE SOUS LE SCEAU DE LA « RUPTURE »

LE DÉFI DE LA TRANSFORMATION SYSTEMIQUE



Levée de drapeau par des élèves, un exemple de civisme à cultiver.

C'est à travers l'éducation et la formation que les nations déterminent leur trajectoire, se donnent une identité remarquable et prennent de l'avance les unes sur les autres. Après des décennies passées à trouver sa voie, le Sénégal est à la croisée des chemins. L'arrivée d'un nouveau pouvoir qui revendique très clairement la « rupture » dans tous les domaines, permet de comprendre les enjeux liés à la problématique de l'éducation et de la formation.

Comment permettre aux citoyens de développer des compétences de base devant leur permettre d'être utiles à leur société et de contribuer à sa transformation positive ? Telle est la question à laquelle, tout système d'éducation est censé apporter une réponse. Pertinentes ou non, les réponses à cette interpellation de base déterminent le degré de viabilité et de performance d'un système

éducatif par rapport à un autre.

« L'un des premiers éléments est que l'éducation doit d'abord développer des compétences de base, absolument indispensables dans toute société », souligne ainsi l'ancien ministre de l'Éducation de base et des Langues nationales, Mamadou Ndoye.

A en croire cet expert fait la voix fait autorité en matière d'éducation, « le deuxième enjeu de l'éducation, c'est

de développer la capacité des populations à la base à s'approprier les innovations. Par exemple, comment faire en sorte qu'un paysan qui n'est pas instruit, puisse s'approprier des innovations dans le domaine de l'agriculture ».

Pour Mamadou Ndoye, c'est là un « enjeu fondamental » procédant « de ce qu'on appelle la transformation structurelle de l'économie ». Autre enjeu de l'éducation, soutient Mamadou Ndoye, « c'est comment entrer dans l'économie du savoir, la mondialisation, l'économie de la connaissance, les mutations scientifiques et technologiques, etc. ».

L'Ecole sénégalaise et le pari de la transformation systémique

Le décor est ainsi planté par l'expert Mamadou Ndoye qui a clairement identifié les enjeux. Hélas, le système sénégalais a beaucoup péché ces dernières années en ne répondant pas toujours aux attentes. Un état d'insatisfaction qu'illustre éloquemment l'inadéquation entre les formations proposées et les attentes du marché du travail. Aussi, le gros défi que peine à relever notre système éducatif est de préparer les citoyens à s'engager dans la construction de leur parcours de vie avec des armes adaptées. Or, jusque-là, il n'y a rien de tout cela. Sinon, pas grand-chose.

Devant l'impasse, le nouveau pouvoir en place depuis avril 2024 ne fait pas mystère de son ambition d'apporter des réformes profondes destinées à remettre le système éducatif sénégalais sur les bons rails, en accord avec la perspective d'une « transformation systémique. »

Les nouvelles autorités considèrent que du fait de « l'inadaptation des contenus des enseignements » et « l'insuffisance des moyens humains et financiers », la réforme du système éducatif « est nécessaire, afin de repositionner l'être humain et son rapport à la science, la technologie, l'innovation et le développement durable, au cœur des préoccupations de l'école », selon les propres termes du Président, Bassirou Diomaye Faye. Dans cette optique, les réformes à mettre en œuvre visent principalement « à favoriser l'articulation entre l'éducation, la science et la technologie dans le but d'assurer la qualité des ressources humaines qui soutiennent le processus de développement économique et social et de garantir la résilience face aux crises multiformes », a encore souligné le chef de l'Etat, en mai 2025, à l'occasion de l'une de ses premières sorties sur l'éducation.

Bassirou Diomaye Faye participait alors à un « dialogue politique » organisé sous l'égide de l'ONU sur le thème : « L'éducation par la science, la technologie et l'innovation pour l'Afrique que nous voulons »

Il avait insisté, à cette occasion, sur « l'amélioration de la gouvernance et de la qualité de l'éducation par le multilinguisme couplé à l'utilisation progressive des nouvelles technologies dans les enseignements depuis l'école primaire ».

Ces réformes que le nouveau pouvoir compte mettre en œuvre prévoient, par ailleurs, la mise en place des « universités technologiques », en rapport avec des pôles de développement économique identifiés et

la « redéfinition du portefeuille de formation » dans les universités publiques, en partant des besoins des secteurs primaire (agriculture, élevage, pêche), secondaire (industrie) et tertiaire.



Curricula-pilotage-gouvernance : ces réformes chères au Premier ministre Ousmane Sonko

Les réformes, sur lesquelles le Premier ministre Ousmane Sonko est longuement revenu lors de sa déclaration de politique générale, fin décembre dernier, n'ont pas échappé à la vigilance de la Cosydep. Les réformes préconisées par le Premier Ministre devraient contribuer à « adresser » les curricula, le pilotage et la gouvernance du secteur dans une approche holistique articulée et décloisonnée, estime en effet la Coalition des organisations en synergie pour la défense de l'éducation publique (Cosydep).

« Il est évident qu'une telle opération demande des moyens et du temps pour se réaliser », mais avec « une ferme volonté politique et la collaboration de tous les acteurs, on peut réussir ces réformes », a ainsi fait valoir Cheikh Mbow, Directeur exécutif de la Cosydep. La Cosydep considère toutefois que pour l'aboutissement de ces réformes, « la concertation comme principe directeur » doit être mise en avant ».

« Autrement dit, il s'agira de privilégier une approche holistique et prospective, qui permet de mieux prioriser les actions, mieux cibler les défis à relever et bien planifier leur prise en charge, tout en veillant davantage aux équilibres, aux interactions et aux interrelations nécessaires dans le traitement des problématiques à adresser », préconise son directeur exécutif.

« Il urge d'engager le chantier de la transformation qualitative du système éducatif, qui nécessite à la fois une claire vision, des ressources conséquentes et une méthodologie scientifique participative », résume M. Mbow

Le secteur éducatif sénégalais, de son point de vue, devrait pouvoir « s'appuyer sur les opportunités technologiques, anticiper les crises et menaces multiformes, exploiter les contributions de la société civile, tenir compte des attentes des jeunes pour construire un plan de développement de l'éducation et de la formation pertinent et inclusif. » ●

CLASSES PRÉPARATOIRES DE THIÈS

DES DÉBUTS TRÈS PROMETTEURS

Les Classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE) de Thiès ont sorti leur toute première promotion en juillet 2024, avec un niveau de performance jugé très satisfaisant. Fier de ce qui a été accompli en si peu de temps, le directeur de l'établissement envisage déjà la montée en puissance en termes d'effectifs et de maillage du pays en classes prépas.



Un pensionnaire des Classes préparatoires destinées à lutter contre la fuite des cerveaux

Lancées officiellement le 27 octobre 2022 avec une cinquantaine de bacheliers issus des séries scientifiques, les CPGE de Thiès ont réussi, en deux ans, à préparer leurs pensionnaires à intégrer les grandes écoles d'ingénieurs françaises, maghrébines et nationales.

« Nous avons bouclé toutes les orientations des étudiants de notre première promotion », dit avec

enthousiasme Magaye Diop. L'établissement qu'il dirige peut se prévaloir d'un taux de réussite de 81%, avec 39 étudiants reçus à des concours surtout étrangers, sur les 48 candidats présentés.

Sur cet effectif, détaille-t-il, « 28 ont intégré de grandes écoles d'ingénieurs en France, 10 sont allés à Centrale Casablanca, un aux États-Unis ». De même, quatre candidats ont réussi à l'Ecole supérieure polytechnique

de Dakar, un à l'ENSAE, une école spécialisée en statistiques également basée au Sénégal.

Polytech'UAM de l'université Amadou Mbow en a reçu un, tout comme l'IPSL de Saint-Louis. Deux étudiants ont choisi de reprendre le processus pour se préparer à nouveau pour les prochains concours des écoles qu'ils avaient visées.

Au vu de ces résultats, Magaye Diop se dit convaincu que le modèle des Classes préparatoires aux grandes écoles mis en place par le Sénégal se trouve « sur la bonne voie ». Cette initiative à laquelle il est très attaché, pour en avoir été le chef de projet, puis le coordonnateur et le directeur depuis 2023, est accompagnée par la France et la Tunisie.

« Je dois dire que compte tenu du démarrage dans un secteur où il n'y avait pas d'expertise locale, nous avons fait appel à un transfert de compétences, en demandant l'accompagnement de la France d'où sont venus deux professeurs de mathématiques et sciences physiques, en plus d'un professeur de spécialité sénégalais. Il y a aussi la Tunisie qui continue à nous accompagner », renseigne-t-il.

Un modèle qui inspire

« C'est une coopération triangulaire Sénégal-France-Tunisie qui nous a valu cette satisfaction », poursuit Magaye Diop. A l'en croire, cette expérience sénégalaise suscite déjà de l'intérêt sur le continent, au bout de deux ans seulement.

« J'ai reçu beaucoup d'appels de la sous-région qui veulent s'inspirer de ce modèle », rapporte-t-il, citant la Guinée, la Côte d'Ivoire et le Tchad.

« Avec l'expérience, nous allons tenir compte de tout ce que nous n'avons pas pu faire avec la première promotion, pour aller vers des taux de réussite qui avoisinent les 90%' », annonce le responsable des Classes préparatoires aux grandes écoles de Thiès. Il estime toutefois qu'une évaluation s'impose, après la sortie de la cohorte pionnière de cette école très sélective, à la limite élitiste.

L'idée de créer des classes prépas au Sénégal a germé depuis les concertations nationales de 2014 sur la promotion de l'enseignement des mathématiques au Sénégal, destinées à rehausser le faible taux d'élèves orientés vers les séries scientifiques (16%).

Cette formation Bac + 2 est attendue pour « diversifier tout ce qui est profil d'ingénieur au Sénégal », mais aussi proposer une « voie alternative » de formation dans les domaines des sciences et techniques.

Auparavant, les étudiants aspirant à intégrer les grandes écoles étaient envoyés s'inscrire en France. Avec le présent modèle, il a été mis en place un centre d'écrit pour que les étudiants puissent passer les concours dans un environnement qui leur est familier.



Magaye Diop, Directeur des Classes Préparatoires aux Grandes Ecoles de Thiès

Les Classes préparatoires aux grandes écoles de Thiès ont de cette manière inscrit près d'une cinquantaine d'étudiants aux concours français, qui se déroulent d'avril à juin, en visant toutes les grandes écoles d'ingénieurs en France, parmi lesquelles X-ENS, Mines-Ponts, Mines Télécoms, Centrale Internationale, INP (groupe de 35 écoles publiques d'ingénieurs).

Les étudiants ont aussi ciblé Centrale Casablanca, au Maroc, l'ENSAE Afrique, en plus d'un concours national dont l'organisation par le Réseau des établissements publics de formation d'ingénieurs au Sénégal (REPFIS) a été favorisée par la présence des Classes préparatoires aux grandes écoles.

Battant en brèche les critiques de certains enseignants qui lui reprochent de « différer le départ » des jeunes pour l'étranger, Magaye Diop précise que, passée la phase de mise au point de son modèle, le Sénégal formera pour ses propres écoles d'ingénieurs. Ce qui devait être accompagné d'une politique d'incitation au retour.

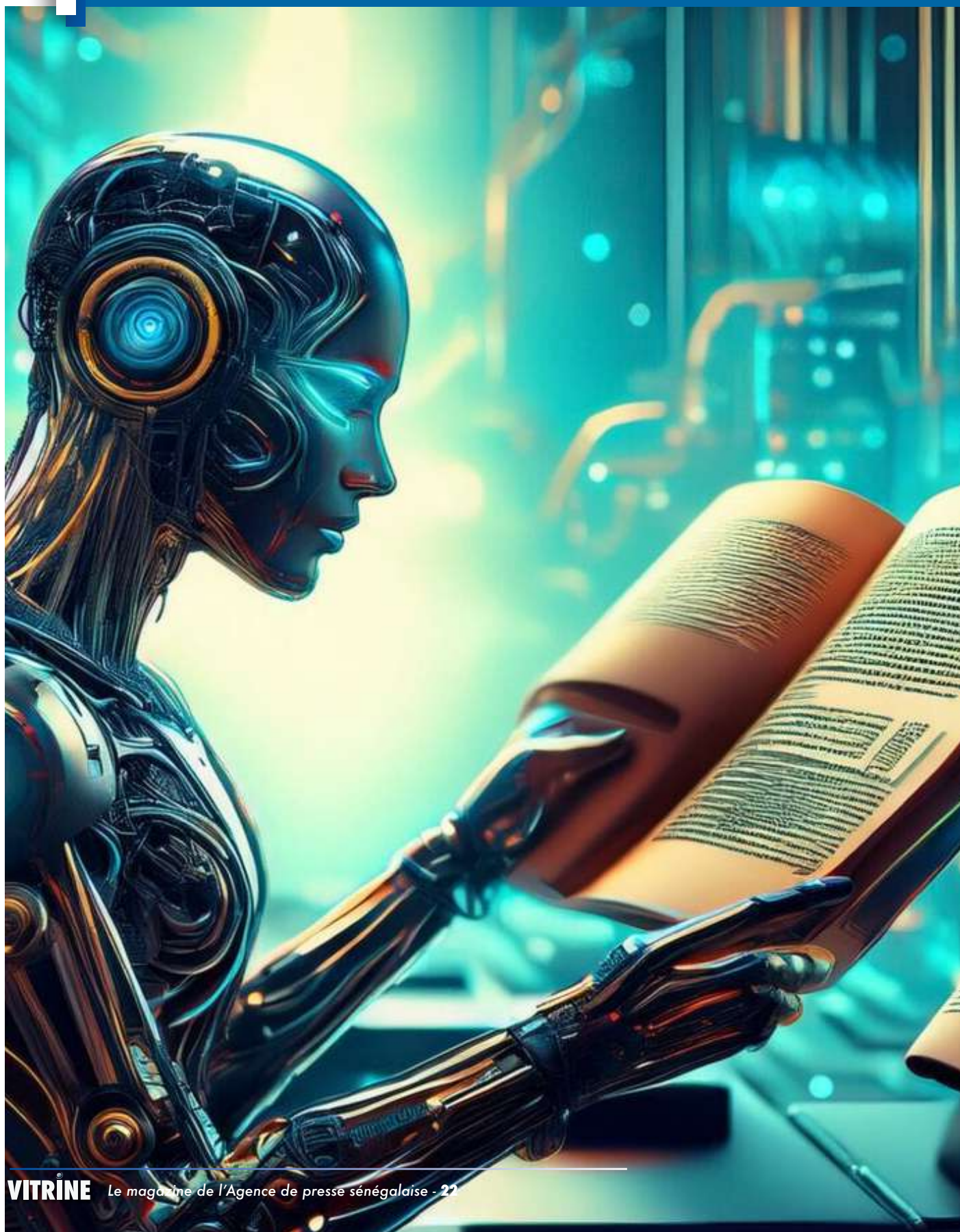
« On aimerait [d'abord] se confronter à ce qui se fait de meilleur dans le monde, pour éprouver notre modèle », répond-il, étant entendu qu'à terme, « l'idée, c'est de monter en effectifs pour alimenter les écoles d'ingénieurs sénégalaises, pour qu'elles se hissent au niveau des standards mondiaux ».

Un standing que l'Ecole polytechnique de Thiès a déjà inauguré l'année dernière en obtenant la certification de la Commission des titres d'ingénieur (CTI), que les CPGE travaillent à généraliser au Sénégal, en contribuant au développement de ces écoles de standard international.

Alioune Diouf

L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE,

UN LEVIER POUR L'ACCÈS UNIVERSEL À L'ÉDUCATION



L'éducation s'appuie de plus en plus sur les technologies numériques, l'intelligence artificielle notamment. Si bien que le Sénégal, à l'instar des pays en développement, mise sur ces solutions innovantes pour démocratiser l'accès aux savoirs.

L'intelligence artificielle (IA) et les plateformes de Big Data, limitées au cadre confidentiel des laboratoires de recherche au départ, investissent désormais largement le quotidien. Contribuant ainsi à transformer en profondeur certains secteurs comme l'éducation et la formation professionnelle.

Sur le plan éducatif et de la formation, ces technologies ont permis à l'enseignement à distance et au télétravail de se développer, sur le modèle de la télémédecine qui a inauguré cette tendance des années auparavant.

Le e-learning ou apprentissage via le numérique offre ainsi des opportunités inédites pour améliorer l'accès à l'éducation, optimiser la performance pédagogique et la gestion des établissements, notamment en Afrique.

Sur le continent, l'accès à une éducation de qualité reste un défi dans beaucoup de pays. Selon les données de l'UNESCO, l'agence de l'ONU en charge de l'éducation, 60 % des jeunes Africains âgés de 15 à 17 ans ne sont pas scolarisés. Au Sénégal, 4 enfants sur 10 ne vont pas au bout du cycle de l'enseignement primaire, et seulement 37% terminent un cycle complet d'éducation de base, si l'on en croit l'UNICEF, autre agence onusienne en charge de la protection de l'enfance.

Pas étonnant donc de constater que l'éducation et la formation figurent en bonne place dans la nouvelle stratégie décennale, Sénégal numérique 2025-2035, aussi dénommée New Deal technologique.

90 mille Sénégalais à former en Sciences des données et IA d'ici 2028.

Dans ce sillage, le 2 janvier dernier, les ministères du Numérique et de l'Éducation ont présenté la Stratégie numérique pour l'Éducation sénégalaise 2025-2029, estimée à 130 milliards de FCFA. Cette stratégie sectorielle vise à moderniser l'éducation par l'intégration du numérique et de l'intelligence artificielle.

Dans ce cadre global, le ministère du Numérique s'est engagé à soutenir la connectivité des établissements scolaires, la modernisation des systèmes d'information éducatifs et la mise en place d'un socle numérique commun (identité numérique, cybersécurité, paiement électronique, plateformes big data, etc.).

En outre, le projet "Smart éducation" entend moderniser les infrastructures réseaux de traitement et de stockage de données,

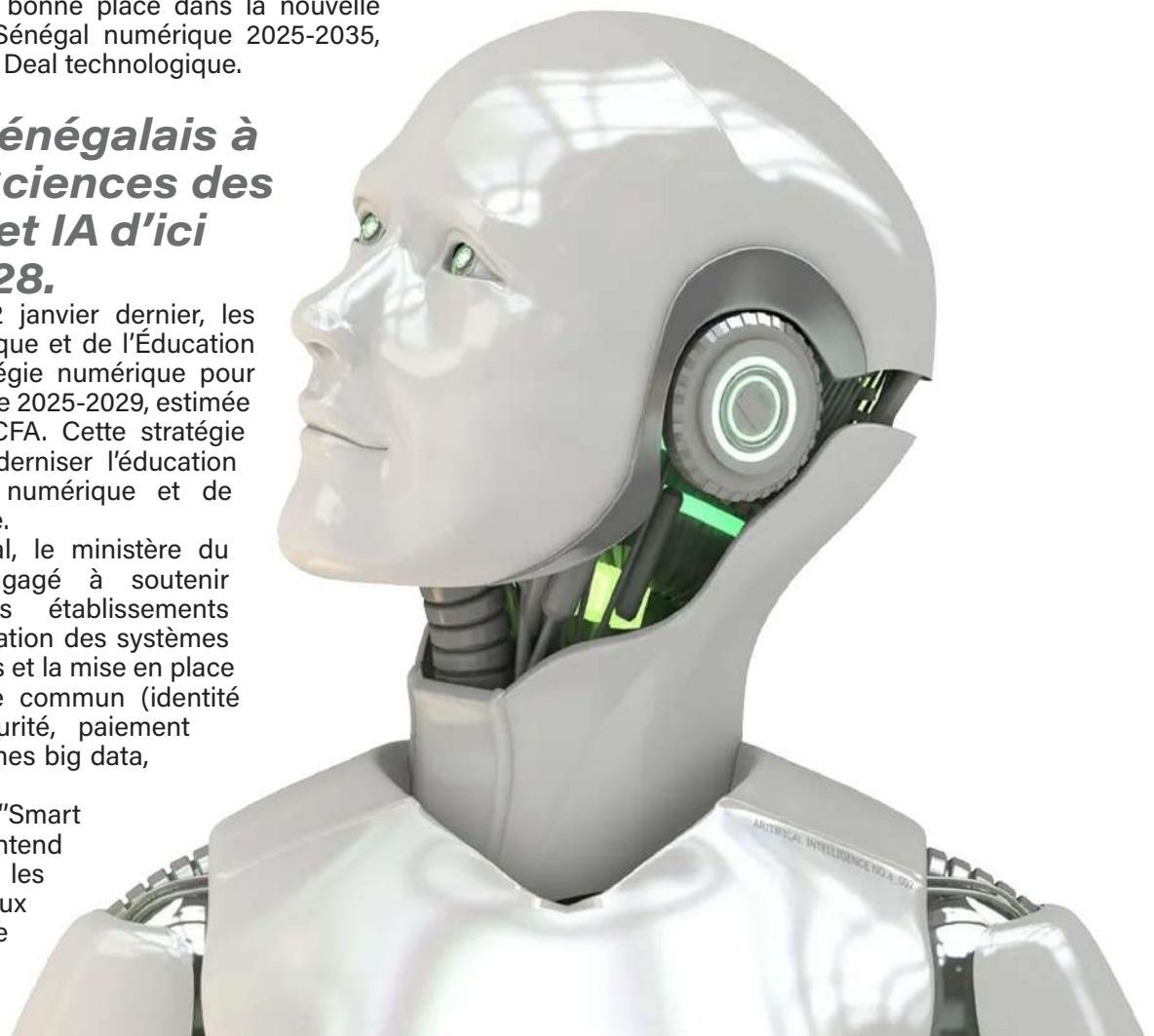
de manière à déployer des plateformes technologiques aptes à améliorer l'enseignement et l'apprentissage dans les universités, les écoles élémentaires, les collèges et lycées du pays.

En 2023, deux documents stratégiques ont été élaborés dans ce sens, à savoir la Stratégie nationale des données et la Stratégie nationale sur l'intelligence artificielle, qui se sont vu fixer un cap : former 90 mille Sénégalais en Sciences des données (SD) et IA d'ici 2028.

Le Sénégal propose déjà des formations diplômantes dans ces deux spécialités, en plus de programmes de formations gratuites, tels que FORCE-N (Formations ouvertes de renforcement des compétences pour l'emploi et l'entrepreneuriat dans le numérique), dirigé par Seydina Moussa Ndiaye et porté par l'université numérique Cheikh Hamidou Kane (ex-Université virtuelle du Sénégal).

Il y a aussi l'initiative "Xam Ak Jang Tech", qui forme enseignants et élèves aux technologies numériques et au codage, mais aussi "Sénégal Digital Éducation", parmi différentes initiatives destinées à transformer les méthodes d'enseignement en intégrant des approches technologiques et numériques.

De fait, grâce à des plateformes d'apprentissage alimentées par des algorithmes d'IA, les étudiants peuvent bénéficier de parcours personnalisés (ajustement des exercices et des contenus en fonction des progrès de chaque apprenant).



L'IA, un outil efficace d'apprentissage

Des applications comme «TeachAI» assistent les enseignants en leur offrant des suggestions de méthodes d'enseignement basées sur l'analyse de données sur la performance des apprenants.

« Il s'agit d'une vraie révolution sociétale comme l'ont été le développement de l'électricité, celui de l'Informatique ou celui de l'Internet », observe Seydina Moussa Ndiaye, expert en IA et président de l'Association sénégalaise pour l'intelligence artificielle (ASIA).

Les disciplines telles que les STEM (science, technologie, ingénierie et mathématiques), de même que les arts et les sciences sociales devraient être fortement impactées à terme par l'intelligence artificielle, selon Seydina Moussa Ndiaye, par ailleurs enseignant-chercheur à l'université numérique Cheikh Hamidou Kane (UN-CHK).

« Pour les STEM, naturellement elles seront renforcées, car c'est la base pour pouvoir développer des systèmes d'IA. Nous sommes un pays dans lequel, les filières scientifiques au niveau du lycées sont de plus en plus désertées. Il faudra donc nécessairement accélérer les politiques publiques tendant à renverser cette tendance dans les prochaines années si nous voulons maîtriser la technologie », fait-il valoir.

Il est désormais très courant, selon lui, qu'un enseignant utilise l'IA pour structurer son cours ou développer des tests de connaissance pour l'évaluation de ses enseignements.

La technologie actuellement à disposition peut également permettre, à partir d'un programme scolaire ou universitaire bien défini, d'aller chercher les ressources pédagogiques disponibles pour les proposer à l'apprenant, de générer des tests de connaissance, d'évaluer son niveau de compréhension des différents concepts du cours, de guider l'apprenant pour approfondir les connaissances non maîtrisées, de répondre à des questions du cours et de donner une évaluation finale, détaille-t-il.

Désinformation, IA générative, perte d'emploi. ou le revers de la médaille

« Il est donc évident que tous les ingrédients sont là pour que l'IA puisse jouer le même rôle que l'enseignant. Ce qui reste maintenant est de savoir si les sociétés sont prêtes à transformer leur système éducatif pour,

progressivement, sortir l'enseignant de la classe et le remplacer par un système d'IA », analyse Seydina Moussa Ndiaye.

Se pose alors la question de la formation des éducateurs à l'utilisation de ces technologies et celle de leur fiabilité, ainsi que d'autres problématiques qui vont avec, comme les risques de perte d'emploi, la crainte ultime étant de voir un jour la machine prendre la place de l'homme.

M. Ndiaye relève en outre un point très important à ses yeux, à savoir la désinformation générée par les IA génératives par le biais d'algorithmes sophistiqués produisant des contenus trompeurs, deepfakes, photos trafiquées ou articles falsifiés, de sorte que distinguer la réalité de la fiction devient une affaire de plus en plus complexe.



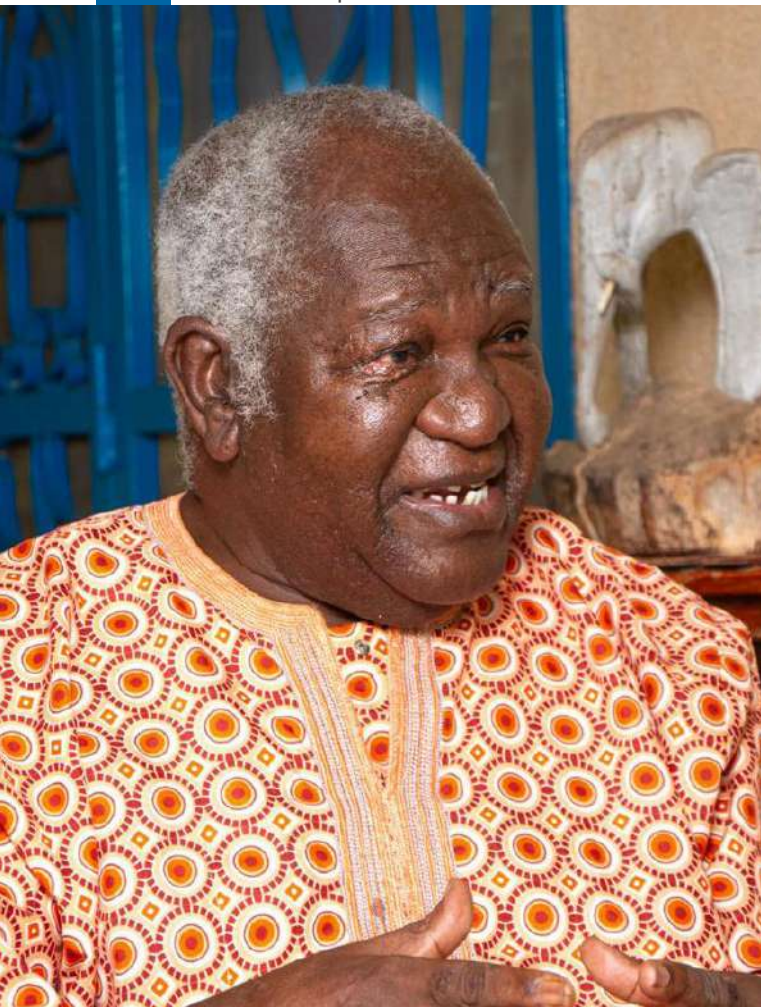
Selon des projections, « d'ici 2026, dit-il, jusqu'à 90 % des contenus en ligne pourraient être générés par l'IA, ce qui représente un défi sans précédent en termes de réglementation et d'éducation ».

Or, s'il existe des technologies de détection, « elles ne sont pas toujours suffisantes pour endiguer la prolifération des fausses nouvelles », indique l'expert, signalant que l'introduction de filigranes pour les contenus générés par l'IA et la mise en place d'une réglementation plus stricte des plateformes sont actuellement à l'étude, notamment au sein de l'Union européenne.

Le Sénégal devrait s'inscrire dans cette dynamique, car il reste les dilemmes éthiques et réglementaires soulevés par ces technologies, notamment en ce qui concerne l'Intelligence artificielle, et qui nécessitent une réflexion approfondie de la part des décideurs politiques.

MAMADOU NDOYE, ANCIEN MINISTRE DE L'ÉDUCATION DE BASE

**« ON NE PEUT RÉSOUDRE LES
PROBLÈMES DE L'ÉDUCATION DE
MANIÈRE ISOLÉE »**



Mamadou Ndoye a l'expertise nécessaire pour analyser toutes les questions liées à l'éducation. Pas seulement parce qu'il est le « père » du corps des volontaires de l'éducation, projet qu'il a lancé en 1995 au Sénégal, alors qu'il était ministre de l'Éducation de base et des Langues nationales. Enseignant et syndicaliste, diplômé en philosophie, sociologie et psychologie, il a surtout le bonheur de compter sur une riche expérience de terrain. Ce qui lui a permis d'allier théorie et pratique.

Vous êtes au cœur de la réflexion sur le devenir de l'école depuis au moins une quarantaine d'années. Quels sont les enjeux de la question de l'éducation et de la formation au Sénégal ?

Généralement, les gens parlent beaucoup des enjeux de développement en relation avec l'éducation, mais je pense qu'il est absolument indispensable d'approfondir l'analyse pour voir comment ils s'articulent au développement de l'éducation.

L'un des premiers éléments est que l'éducation doit d'abord développer des compétences de base, absolument indispensables dans toute société. De plus, dans les pays tels que le nôtre, c'est le moyen de bâtir une nation, de se retrouver autour d'un commun vouloir de vie commune. Cet esprit citoyen que l'on construit autour de chacun permet aussi de bâtir une

cohésion sociale et d'éviter les conflits liés à la diversité culturelle, linguistique ou religieuse.

Le deuxième enjeu de l'éducation, c'est de développer la capacité des populations à la base à s'approprier les innovations. Comment faire en sorte qu'un paysan qui n'est pas instruit puisse, par exemple, s'approprier des innovations dans le domaine de l'agriculture. Ce deuxième enjeu fondamental procède de ce qu'on appelle très souvent la transformation structurelle de l'économie.

Le troisième enjeu tient aux compétences techniques et scientifiques permettant d'assurer les mutations qui sont à l'ordre du jour. Il faut, pour cela, avoir les compétences techniques et professionnelles capables de développer cette technique de transformation.

Le dernier enjeu de l'éducation, c'est comment entrer dans l'économie du savoir, la mondialisation, l'économie de la connaissance, les mutations scientifiques et technologiques, etc. Cela passe par une masse critique de compétences scientifiques et technologiques.

A vous entendre, on a l'impression que notre système éducatif n'a pas su prendre la mesure de tous ces enjeux ...

Une chose que l'on rappelle souvent, c'est que le Sénégal, à son indépendance en 1960, avait le même niveau de développement que des pays comme la Corée du Sud, considérée désormais comme une puissance intermédiaire. Qu'est-ce que notre pays a raté depuis, ou a moins bien fait, pour ne pas arriver à ce niveau ?

Je pense qu'il y a plusieurs éléments qui entrent en jeu. Un des premiers éléments, c'est l'appropriation de l'éducation. Les Coréens ont un modèle éducatif coréen, alors que nous n'avons pas un modèle sénégalais. Ce problème est lié notamment à la question linguistique. Les Coréens apprennent les sciences et les mathématiques dans leur langue, et lorsque votre langue devient une langue de scolarisation, elle évolue en tant que langue d'abstraction et de conceptualisation. Chez nous, quand nous voulons parler avec un certain niveau d'abstraction et de conceptualisation, le wolof devient très difficile car il n'a pas été utilisé comme langue de scolarisation. Les Coréens ont ce niveau d'abstraction et de conceptualisation leur permettant d'avoir une base d'appropriation de la science. La science ne leur est plus extérieure ; elle devient intérieure et le rapport au savoir n'est plus le même.

Les élèves sénégalais ont un rapport au savoir qui les bloque parce qu'ils utilisent une langue étrangère comme langue d'appropriation de la science et de la technique. Nous avons donc ce premier retard.

La deuxième chose que nous n'avons pas résolue, c'est la question de la scolarisation universelle. Je donne toujours l'exemple de l'enseignant aux pieds nus par référence aux Chinois à une certaine époque. On se moquait de leurs enseignants car ils étaient tellement pauvres qu'ils marchaient pieds nus. Mais c'étaient les enseignants qu'ils pouvaient s'offrir compte tenu de leur niveau de ressources. Ils l'ont fait et ils ont pu couvrir les besoins éducatifs et aller de l'avant. Nous, par contre, nous sommes restés bloqués à vouloir universaliser sans jamais universaliser.

« L'ECOLE EST D'ABORD LA PROPRIÉTÉ DE LA COMMUNAUTÉ »



Puisque vous parlez de l'appropriation des sciences par les apprenants, cette année, un peu plus de 26 mille candidats avaient postulé pour l'obtention du Bac scientifique, contre 159 mille pour le Bac littéraire. Pourquoi, avons-nous autant de retard avec les matières scientifiques ?

Le problème, c'est que cela ne se joue pas au niveau où, généralement, les gens veulent le traiter. Cela ne se joue ni dans l'enseignement supérieur, ni au niveau du bac, mais à la base. Les mathématiques et les sciences, c'est à partir de la base qu'il faut les faire aimer. Il faut qu'on apprenne les mathématiques en s'amusant et non pas comme des choses incompréhensibles alors que c'est des choses simples.

Les enseignants eux-mêmes les présentent comme une chose compliquée, et ça devient par conséquent un problème émotionnel et non

un problème d'apprentissage. Il faut que les enseignants changent de pédagogie, c'est la question primordiale.

Il y a des choses beaucoup plus compliquées que vous apprenez en littérature parce que vous n'avez pas ce rapport de blocage. On apprend par exemple aux enfants à compter jusqu'à 100, mais c'est une bêtise incroyable, c'est tellement ennuyeux. Ce qu'il faut, c'est apprendre aux enfants les bases qui constituent la numération. Cela leur permet non seulement de savoir ce qu'est une base, aussi bien en français que dans leur propre langue, mais cela leur montre aussi les différences de base.

Si vous arrivez à bien comprendre les unités et les systèmes de numération, de regroupement, vous avez la base de calcul, c'est-à-dire que vous n'avez plus à réciter. Vous avez une compréhension conceptuelle de la numération et cela vous plonge déjà dans les mathématiques.

Vous insistez beaucoup sur la question de la transversalité de l'éducation. Quelle est la meilleure approche pour y arriver ?

Nous avons une conception insulaire de l'éducation. C'est comme si le système était une île qui n'est pas en rapport avec d'autres systèmes. Or, le système éducatif est un sous-système, il y a un système social, un système économique, un système institutionnel et tous ces sous-systèmes sont en interaction. Cela veut dire que tu ne peux pas résoudre les problèmes de l'éducation de manière isolée.

Dans tous ces domaines, normalement, l'enseignement devait être en interaction avec le patrimoine du milieu. Les établissements sont en partenariat avec les entreprises économiques dans des pays comme la Corée. Ces entreprises économiques trouvent leur intérêt dans l'éducation, et vice-versa. Cela fait que quand l'université ou les instituts de formation préparent les étudiants, ils les envoient dans ces entreprises pour qu'ils commencent déjà à s'acclimater au milieu du travail. Ces entreprises elles-mêmes soutiennent les études de ces élèves, qu'elles perçoivent comme les futurs innovateurs qui vont régler leurs problèmes. En réalité, chez nous, c'est comme si l'école n'avait rien à voir avec la vie réelle. C'est cela le drame de notre système éducatif.

Normalement, une école est d'abord la propriété de la communauté, qui devrait même avoir son mot à dire sur ce qui est développé comme programme. Il nous faut exprimer dans l'éducation d'un enfant ce qu'on appelle une demande d'éducation de la communauté. Mais quel est aujourd'hui l'établissement scolaire qui s'occupe de la demande d'éducation de la communauté ? Voilà le grand problème que nous avons, et tant que nous n'y apportons pas de solution, nous serons dans le statu quo de l'école coloniale.

Que pensez-vous des investissements consentis par les pouvoirs publics dans le secteur de l'éducation ces dernières années ?

Il y a eu de bons investissements compte tenu du volume. On peut s'en réjouir quand on compare ce que le Sénégal fait par rapport à d'autres pays qui sont dans le même contexte. Aujourd'hui, on dépasse les 25% du budget qui sont recommandés, on dépasse même le 5% de PIB consacré à l'éducation. De ce point de vue, on peut être satisfait. La question, c'est où vont les ressources et comment sont-elles allouées et utilisées ?

Les évaluations montrent qu'il y a beaucoup de source d'inefficience dans le système. Premièrement, on note l'inefficacité des dépenses de l'éducation. Deuxièmement, il y a beaucoup d'iniquité dans l'allocation de ces ressources. A titre d'exemple, ce qu'un enfant des villes reçoit comme ressources n'a rien à voir avec ce qu'un enfant rural reçoit. Quand on compare les moyennes, une fille pauvre rurale reçoit 10 fois moins de ressources publiques qu'un garçon en ville parce que l'allocation des ressources



est mauvaise. C'est très inégal entre régions, entre zones rurales et zones urbaines et entre couches pauvres et couches privilégiées.

Si vous prenez l'enseignement supérieur, les dépenses sociales sont à un niveau tel que cela a un impact négatif sur les dépenses pédagogiques et donc sur la qualité de l'éducation. Cela s'explique par le fait que nous avons pris des décisions politiques qui n'ont rien à voir avec les besoins réels. Des décisions qui sont irrationnelles du point de vue de l'utilisation efficace des ressources publiques.

Dans le secondaire et le primaire, nous sommes en déficit d'enseignants difficilement surmontable parce que le niveau de salaire ne permet pas un recrutement massif d'enseignants. Personne ne peut dire qu'il ne faut pas revoir à la hausse le salaire d'un travailleur, mais la conséquence est là, l'Etat ne recrute presque plus. En 2010, si je me souviens bien, en ordre de grandeur, les effectifs étaient d'une trentaine d'élèves par enseignant. Nous sommes passés ensuite à plus de 40 par enseignant, parce qu'il n'y a plus suffisamment d'enseignants. Et encore, je parle de moyenne, car il y a des classes avec 60 élèves. Ce déficit est réel et grave. Je ne sais pas comment l'État pourra le régler.



Vous êtes le « père » du projet des volontaires de l'éducation, une initiative controversée à ses débuts en 1995. Quel est le bilan que vous en faites ?

Vous ne pouvez pas vous attaquer à un problème dans le système sans qu'il y ait des résistances, des réticences, voire des révoltes, parce que vous mettez en cause des situations établies.

En 1995, on m'a demandé de prendre l'enseignement primaire. J'ai regardé son évolution et je me suis rendu compte qu'on était en train de perdre au moins un point de scolarisation par an. Généralement, cela n'arrive que dans des pays en conflit. Je m'étais dit que c'était inacceptable. Or, le problème venait du blocage du recrutement des enseignants. Nous ne pouvions à l'époque, compte tenu des ressources financières disponibles, recruter que 560 enseignants par an. Sur les 560, 300 devaient être remplacés, soit parce qu'ils étaient décédés, soit partis. Il reste donc 260 nouveaux qui ne pouvaient pas couvrir le taux de croissance démographique de la scolarisation qui était de 3% par an sur la population scolarisable. C'est ce qui expliquait que l'on perdait un point par an.

J'ai donc décidé de lancer un service civique national dénommé « Les volontaires de l'éducation ». Il s'est

agi de demander aux jeunes qui veulent aider leur pays, s'ils acceptent, moyennant une bourse de 50 mille francs CFA - car c'est comme cela qu'on l'appelait à l'époque - de redresser la scolarisation. Les gens disaient que personne n'allait accepter une telle proposition. J'avais besoin de 1200. J'ai lancé le premier concours, nous avons eu 32 mille candidats. Ensuite, il fallait d'abord trier le niveau académique. Il ne faut jamais recruter les gens par des méthodes obscures, il faut nécessairement un concours transparent, que nous avons organisé dans chaque département, au lieu d'un concours national. Nous avons demandé à chaque département du pays les besoins en enseignants et en fonction de cela, nous avons ouvert le nombre de postes.

Pour le reste, il fallait un programme pédagogique pour ces enseignants en leur donnant tout d'abord les éléments de base, c'est-à-dire comment on planifie, met en œuvre ; comment on évalue une séquence pédagogique ; comment on gère une classe ; comment on l'organise, bref les gestes de base de l'enseignement. Ensuite, il fallait leur donner un crédit de formation professionnelle continue, en leur faisant faire des formations durant chaque congé.

Si on fait le bilan, on se rend compte que les volontaires de l'éducation ont fait remonter le taux de scolarisation en gagnant deux à trois points par an, ce qui était un élément d'observation très important pour aller vers la scolarisation universelle.

Que pensez-vous de la généralisation de l'anglais couplée à l'utilisation progressive des nouvelles technologies dans les enseignements à partir du primaire ? Comment le concevez-vous et qu'est-ce que vous en attendez ?

Je ne sais pas, mais du point de vue de ma réflexion personnelle, je ne ferai jamais cela. La première raison est que la politique linguistique dans l'éducation est le résultat d'abord d'une culture linguistique nationale et le problème que nous avons au Sénégal, c'est que nous n'avons pas de politique linguistique. Avec le dernier gouvernement, je sais qu'une commission avait été mise en place pour travailler sur cet outil linguistique, je ne sais pas si cela a abouti ou si les nouvelles autorités vont prendre cela en charge et continuer.

Il faut que les besoins linguistiques soient clairement établis et fassent l'objet d'une politique nationale. Cette politique n'existe pas. Et aujourd'hui c'est vrai qu'une certaine élite pense que l'anglais du point de vue international est devenu une nécessité, mais j'aimerais bien qu'on me dise du point de vue statistique à quel besoin on veut répondre. Je n'en vois pas. Maintenant la faisabilité est un autre problème. Qui va enseigner l'anglais ? Est-ce que ce sont nos enseignants actuels qui ont des problèmes eux-mêmes à enseigner le français, ou alors va-t-on recruter des enseignants spécialisés en anglais ? Pour le moment, c'est une idée qui me paraît encore bizarre.

Entretien réalisé par Mansoura Fall



Vous souhaitez une bonne fête de
L'INDEPENDANCE



13^e ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Du Groupe Focal de l'Afrique de l'Ouest (GFAO)
de l'Association des Fonds d'Entretien
Routier Africains (AFERA)

DU 07 AU 10 AVRIL 2025

📍 **au King Fahd Palace**



THEME:

L'innovation dans la gestion des Fonds d'Entretien
Routier du Groupe Focal de l'Afrique de l'Ouest:
Vers des solutions durables



PAYS MEMBRES



Sénégal



Côte d'Ivoire



Burkina Faso



Sierra Leone



Bénin



Liberia



Mali



Niger



Ghana



Guinée



Togo

Sénégal 50
2050



4 AVRIL



Vous Souhaite
Une Bonne Fête
de l'indépendance